

# Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

N° 29

Hiver 2013

Université de Strasbourg : Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA).

## Éditorial — L'Europe, ses atouts et son futur Parlement

Michel Dévoluy, Université de Strasbourg (BETA)

L'idée est à la mode, la faible présence de l'Europe dans l'espace public s'explique par l'absence d'offre politique crédible. Il est vrai qu'on attend toujours l'émergence d'un parti politique européen dont la ligne majeure serait l'approfondissement de l'Union.

### Sommaire

#### A quoi sert le Parlement européen ?

Michel Dévoluy.....3

#### Le renflouement européen des Etats et de leurs banques

Gilbert Koenig.....9

#### La politique monétaire par le gonflement des bulles

Meixing Dai.....15

#### La Commission européenne est-elle responsable des excédents commerciaux allemands ?

Eric Rugraff.....25

#### Les enjeux économiques du brevet unitaire européen

Agnieszka Kupzok, Julien Pénin.....29

#### Les erreurs de la construction européenne expliquent-elles la crise actuelle ?

René Kahn.....35

#### Une communauté de producteurs, dirigée par des élites éclairées ?

Damien Broussolle.....39

#### Comprendre le débat européen

Michel Dévoluy.....43

Aujourd'hui, l'apparition d'un tel parti est d'autant plus improbable que l'Europe déconcerte ou, pire, déçoit. Elle devait protéger ses citoyens, elle pilote des politiques d'austérité. On attendait la solidarité, on observe la défiance.

Mais l'Europe ne peut nous apporter que ce qui est inscrit dans les traités. Le bilan de cette Europe là, qui reste avant tout intergouvernementale, est contrasté. D'un côté, elle a apporté la paix, des politiques communes, le marché unique et l'euro. De l'autre, elle soutient une vision économique libérale qui impose des règles au lieu de choisir des politiques réactives. La conséquence est prévisible : les Européens iront très peu voter aux élections du parlement européen en mai 2014. Il est de bon ton de le déplorer, mais sans plus. D'ailleurs, le discours selon lequel l'Europe serait davantage notre

problème que la solution à la crise s'instille dans les esprits et incite à l'abstention.

Toutefois, une autre voie pour l'Europe est possible, et souhaitable. En attendant l'avènement d'une improbable offre politique, c'est vers la demande d'Europe qu'il convient de se tourner. Concrètement, il s'agit de prouver aux citoyens qu'il existe un vrai besoin d'une Europe, mais

d'une Europe résolument plus politique, c'est à dire d'une Europe différente de celle inscrite dans les traités. Si les arguments sont convaincants, les citoyens demanderont plus d'Europe.

Trois séries de raisons justifient l'aspiration à une Europe plus forte, plus lisible et plus démocratique.

1. D'abord, l'Union économique et monétaire actuelle ne peut pas fonctionner correctement avec une monnaie unique et des politiques économiques nationales -notamment budgétaires- soumises à la tutelle de règles aveugles. Ce fédéralisme tutélaire stérilise les politiques économiques actives, déconstruit nos modèles sociaux et fait reculer la démocratie. Il faut changer la donne dans la zone euro.
2. Ensuite, une Europe unie serait bien plus forte au sein de la géopolitique mondiale. L'Europe est la première puissance économique au monde, mais elle reste un nain politique. Ensemble, nous pourrions affronter plus aisément les grands défis futurs qui vont de l'environnement à l'approvisionnement en matières premières et en énergie en passant par une agriculture responsable et la régulation des marchés financiers. Soyons ici vigilants : aucun Etat membre, fut-il le plus important, ne sera présent à la table des grandes puissances politiques du siècle à venir. Le monde change, ne fermons pas les yeux en restant calés sur l'image de l'Etat-nation expression indépassable de la souveraineté.
3. Enfin, les citoyens sont à la recherche, souvent tâtonnante, d'un autre modèle économique et social que celui que nous connaissons. Notre vie collective est largement façonnée par l'individualisme, la cupidité et la concurrence. Le tissu social tend à se déliter et notre mode de croissance économique paraît fragile et difficilement soutenable sur le long terme. Ici encore, aucun État ne peut, tout seul, s'émanciper des normes et des contraintes imposées par la mondialisation et la doctrine économique et sociale dominante. Sauf à choisir l'autarcie. Mais l'Europe, qui est un espace relativement fermé, en a les moyens. L'Europe est en position, après avoir installé la paix des armes, d'établir une société plus apaisée. Elle pourrait alors devenir le continent exemplaire et respecté.

Si une grande partie des Européens pensent que l'Europe peut répondre à ces trois grands enjeux, ils demanderont plus d'Europe en votant pour leur parlement en mai 2014. Et comme la politique a horreur du vide, une offre d'Europe se dessinera du côté des partis politiques.